

Entrevue avec Thierry Jeantet - Après le capitalisme, une économie... sociale?

«Si les femmes et les hommes s'interdisent maintenant de devenir innovants, je suis inquiet pour la suite!»

Claude Lafleur 11 septembre 2010 Actualités économiques



Thierry Jeantet a fondé les Rencontres du Mont-Blanc, qui se veulent le «Davos des politiques sociales».

Photo : Source Euresa

Thierry Jeantet a fondé les Rencontres du Mont-Blanc, qui se veulent le «Davos des politiques sociales».

«Le capitalisme est en crise profonde, il est en train de se dévorer lui-même. Par ses excès et ses dérives, il prouve, d'une manière brutale et au détriment de tant de femmes et d'hommes à travers le monde, qu'il est sur le mauvais chemin. Cela ne veut pas dire que tout est mauvais, puisque le capitalisme fait aussi preuve d'une grande créativité et d'innovation.» Thierry Jeantet est président des Rencontres du Mont-Blanc et directeur général d'Euresa, une association de mutuelles et de coopératives d'assurance.

«Il faut affirmer clairement qu'il y a une solution de rechange au capitalisme: l'économie sociale. C'est dire qu'il faut que celle-ci prenne une place prépondérante dans notre système économique. L'économie sociale ne doit pas remplacer les autres systèmes, mais il faut cependant changer les règles du jeu.»

Celui qui parle ainsi est un authentique «produit» de mai 68. En effet, Thierry Jeantet étudiait à l'époque à Paris en sciences économiques et, dans la foulée de cette ère de contestation, il a fondé une coopérative étudiante. «Nous trouvons que les notes de cours diffusées par les professeurs coûtaient cher, dit-il. Nous trouvons aussi que les éditeurs exagéraient. Nous avons donc créé une coopérative qui, avec l'accord d'un certain nombre de professeurs, reproduisait à moindres frais ces notes de cours. On faisait ainsi de l'économie sociale sans même le savoir!»

Le parcours d'un soixante-huitard

Embauché ensuite par le Crédit coopératif (une sorte de Mouvement Desjardins), le jeune Jeantet ébranle vite l'établissement. «Certains copains et moi nous sommes demandé comment il se faisait que les salariés d'une banque qui se dit coopérative n'étaient pas représentés dans les instances décisionnelles. Nous avons donc créé une association afin que les salariés puissent siéger au conseil d'administration. Disons que cela a fait du bruit, évoque-t-il en riant, et que ç'a chauffé... mais que, après discussions (qui n'ont pas toujours été sereines), ça s'est fait!» Par la suite, M. Jeantet est même devenu le secrétaire général de la banque!

Aujourd'hui, il dirige le groupe d'assurance européen Euresa, une association de onze mutuelles et coopératives d'assurance. Il est également le président fondateur des Rencontres du Mont-Blanc, qui se veulent le «Davos des politiques sociales».

Place à l'économie sociale

Thierry Jeantet est en outre l'auteur de l'ouvrage intitulé *L'Économie sociale, une alternative au capitalisme* et paru en 2008. «Mon ouvrage, rédigé avant la crise de 2008, me semble encore plus d'actualité en 2010!, dit-il avec satisfaction. Il faut dire qu'on voyait déjà poindre la crise, une crise qui n'est pas que financière, mais également alimentaire, écologique et bien sûr sociale.»

Il relate que, lors de la parution de son ouvrage, certains se sont étonnés que le titre de celui-ci ne soit pas coiffé d'un point d'interrogation. «Eh bien, non, tranche-t-il. Il faut affirmer clairement qu'il y a une solution de rechange au capitalisme!»

Et de poursuivre: «Quelques-uns disent: "L'économie sociale, c'est bien sympathique. C'est un collectif d'entreprises qui s'entraident les unes les autres." Non, puisque c'est un ensemble qui a déjà un impact sur la gouvernance — y compris sur les échanges mondiaux — et qui pourrait en avoir un sur la façon dont on perçoit la monnaie, dont on conçoit les finances et, évidemment, sur le rôle des citoyens.»

L'économie sociale prône, dit-il, comme valeurs de base la liberté d'adhésion, la démocratie, la juste répartition des excédents, la propriété collective privée, l'épanouissement de la personne humaine et la solidarité. «Il s'agit d'un système global, dit-il. Mais je ne dis pas un système unique, mais bien global.»

Cette économie est déjà présente partout à travers le monde, notamment, indique M. Jeantet, dans les pays les plus développés, «dans presque tous les domaines, sauf dans les grands domaines industriels». Elle l'est aussi dans les pays du Sud: on n'a qu'à penser aux coopératives agricoles, aux microbanques coopératives en Afrique et en Inde.

«L'économie sociale est donc présente sur tous les continents, mais on ne le sait pas assez!, poursuit M. Jeantet. Notre problème numéro un, c'est de nous faire mieux connaître, de nous faire entendre autant que de nous développer. Et c'est justement la mission qu'on s'est donnée avec les Rencontres du Mont-Blanc.»

Le temps de passer à l'action

«Au départ, des amis français et moi avons émis cette réflexion: pourquoi ne pas faire un Davos sur les politiques sociales?, explique le fondateur. Et, très vite, nous avons pris contact avec des amis québécois — dont Gérald Larose et Léopold Beaulieu — qui sont vite venus nous rejoindre.»

Concrètement, il s'agissait de développer une plate-forme de rencontres et de travail entre dirigeants de l'économie sociale, «ceux qui ont envie de travailler ensemble pour rendre l'économie sociale plus visible», précise le président des Rencontres du Mont-Blanc.

À ce jour, cinq rencontres ont eu lieu, les deux plus récentes ayant porté sur les thèmes suivants: la crise de l'énergie et la réponse de l'économie sociale (en 2007), la crise alimentaire et les réponses de l'économie sociale (en 2009). Thierry Jeantet rapporte que sont nés de ces rencontres «toute une série de projets, parce qu'il faut être dans l'action».

Il espère d'ailleurs qu'on franchira un pas de plus lors de la conférence internationale de Lévis intitulée «Quel projet de société pour demain?». «Foin de timidité, foin d'attente, foin de discussion sur la 130e définition de ce qu'est l'économie sociale, lance-t-il avec fougue, c'est le temps de passer à l'action!»

Et d'ajouter d'une voix douce: «Je pense que si les femmes et les hommes s'interdisent maintenant de devenir innovants et d'avancer plus loin, je suis inquiet pour la suite. Je ne dis pas que l'économie sociale détient toute la vérité, mais qu'elle a le pouvoir de nous entraîner vers un monde meilleur.»

Collaborateur du Devoir

